

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 151

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 5-7 dicembre 2005)

Raccomandazione n. 769 ¹

Il mercato europeo dei materiali della difesa: l'articolo 296 del Trattato che istituisce la Comunità europea e il Libro Verde della Commissione europea
— risposta alla relazione annuale del Consiglio ²

Annunziata il 26 gennaio 2006

L'ASSEMBLÉE,

(i) Affirmant le rôle central des Etats dans la détermination des besoins en équipements de leurs forces armées;

(ii) Considérant que la croissance des coûts en matière de programmes de recherche, technologie et développement de défense limite la capacité des Etats à

couvrir la presque totalité des besoins des forces armées en équipements de défense;

(iii) Considérant, de ce fait, que la coopération intergouvernementale européenne, restreinte ou élargie, en matière de programmes d'équipements, de technologies et de capacités de défense est actuellement la meilleure solution pour faire face à cette situation;

(iv) Reconnaissant que de nombreux obstacles d'ordre politique et économique, ainsi que des différences dans les priorités et les capacités technologiques limitent la portée et l'efficacité des programmes menés en coopération;

¹ Adoptée par l'Assemblée le 6 décembre 2005, au cours de sa huitième séance plénière.

² Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission technique et aérospatiale par M. Franco-Danieli, rapporteur (Italie, Groupe libéral) Document 1917.

(v) Considérant que l'amélioration des capacités militaires que les Etats européens, membres de l'UE et de l'OTAN, mettent au service de l'Alliance et de la PESD, passe par l'élaboration d'une politique européenne de l'armement et la définition en commun et l'harmonisation des priorités et des besoins en matière de RT&D et d'équipements de défense pour les années à venir;

(vi) Reconnaissant le rôle central des grands Etats européens, producteurs et acheteurs d'équipements de défense, membres fondateurs de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armements (OCCAR) et signataires de la Lettre d'intention/Accord-cadre sur la restructuration de l'industrie européenne de l'armement;

(vii) Considérant que ces Etats représentent le noyau dur des capacités économiques, industrielle et technologiques de défense de l'Europe;

(viii) Constatant que dans leur ensemble, ces Etats sont favorables au maintien en l'état de l'exception de sécurité prévue à l'article 296 du Traité instituant la Communauté européenne (TICE);

(ix) Considérant que la liste du 15 avril 1958 qui identifie les équipements et technologies soumis à l'exception de sécurité de l'article 296 TICE doit être mise à jour et combinée avec la liste de matériel militaire de l'Union européenne définie dans le cadre du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements;

(x) Reconnaissant les limitations apportées par la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes à l'application de l'article 296 TICE;

(xi) Reconnaissant la compétence et le rôle important de la Commission européenne en matière de marchés publics civils, celle-ci contribuant à dynamiser et à

renforcer la base industrielle et technologique civile européenne;

(xii) Considérant que son expérience dans ce domaine est utile pour la restructuration et le développement du secteur industriel de défense dans les Etats membres de l'Union européenne;

(xiii) Considérant que le Livre vert sur les marchés publics de la défense, complété par les contributions nationales et autres dans le cadre de la procédure de consultation lancée par la Commission européenne, apporte des éléments de réflexion très importants visant à la clarification des règles et des procédures juridiques applicables dans ce domaine de l'action étatique;

(xiv) Considérant néanmoins que le rôle de la Commission européenne dans ce domaine doit être conforme au principe de subsidiarité et être axé sur l'assistance technique et la fonction de conseil, les décisions stratégiques demeurant quant à elles sous la responsabilité des Etats membres de l'Union;

(xv) Considérant que c'est l'Agence européenne de défense qui doit avoir le rôle moteur et constituer le forum de discussion intergouvernemental sur l'avenir des industries de défense et de la RT&D de défense et sur le développement de la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE);

(xvi) Considérant que le Code de conduite intergouvernemental en matière de marchés publics de défense, en cours de préparation au sein de l'Agence, est une contribution cruciale pour l'avenir de la BITDE mais n'est qu'un premier pas vers un marché plus intégré, mieux réglementé et éventuellement soumis au suivi et à l'arbitrage de l'AED;

(xvii) Considérant qu'en matière de technologies duales et de sécurité, il est nécessaire de mettre en synergie les Etats membres, l'Agence et la Commission en

veillant à éviter les conflits de compétence set les doubles emplois;

(xviii) Reconnaissant que tous les Etats européens membres de l'UE et de l'OTAN doivent pouvoir participer à des programmes en coopération à la mesure de leurs capacités financières, industrielles et technologiques, et que les intérêts des Etats petits et moyens doivent aussi être respectés;

(xix) Reconnaissant l'importance de la prise en compte des intérêts et des propositions des industries du secteur de la défense dans le processus d'élaboration d'une politique européenne des équipements de défense;

(xx) Considérant qu'à cette fin, les industries devraient être étroitement associées aux travaux des Directions de l'Agence et que, selon des modalités à définir (statut, droit d'intervention ou de vote), une représentation devrait leur être accordée au sein du Comité directeur de l'Agence;

(xxi) Reconnaissant que les petites et moyennes entreprises d'équipements de défense et de technologies de défense fournissent une contribution essentielle au développement des capacités militaires nationales et européennes, à la recherche et à l'emploi;

(xxii) Considérant que le développement et le renforcement de la BITDE impliquent dans un premier temps l'affirmation du principe de la recherche de solutions européennes, nationales ou définies en coopération, tant que cela est possible sans préjuger de la coopération avec des Etats tiers alliés et partenaires;

(xxiii) Considérant que l'affirmation d'une préférence européenne n'est pas synonyme de protectionnisme, mais qu'il s'agit d'une mesure nécessaire pour le rééquilibrage de la coopération internationale industrielle et technologique de défense, notamment à l'égard des Etats-Unis,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER
LES ETATS MEMBRES DE L'UEO EN
TANT QUE MEMBRES DE L'UE

1. A envisager de mettre à jour la liste du 15 avril 1958 qui identifie les équipements et technologies soumis à l'exception de sécurité de l'article 296 TICE en la combinant avec la liste de matériel militaire de l'UE définie dans le Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements;

2. A adopter et mettre en oeuvre dans les meilleurs délais le Code de conduite intergouvernemental sur les marchés publics de la défense, défini au sein de l'Agence européenne de défense;

3. A veiller, dans son application, à ce que les intérêts des petits et moyens Etats de l'Union, ainsi que ceux des petites et moyennes entreprises du secteur de la défense soient pris en considération et respectés;

4. A confier à l'Agence le rôle de suivi et de contrôle de l'application et du respect des règles définies dans le Code;

5. A élaborer des règles et des mécanismes visant à réduire le besoin du recours à des compensations pour les contrats d'armement et à les remplacer progressivement par un juste retour globalisé, selon la pratique établie au sein de l'OC-CAR;

6. A faciliter l'accès des entreprises de défense aux aides financières et à l'assistance technique et en matière de conseil proposées par la Commission pour le secteur civil, notamment dans le cadre de restructurations industrielles et de programmes de RT&D civilo-militaires, selon des règles qui respectent les compétences des Etats et de la Commission ainsi que les exigences de sécurité et de confidentialité dans ce domaine;

7. A renforcer graduellement les capacités de travail et d'intervention de

l'Agence européenne de défense en lui accordant des moyens budgétaires, humains et techniques à la hauteur des besoins capacitaires et de RT&D de défense, ces moyens étant au service des Etats membres et de la PESD;

8. A promouvoir une étroite coopération entre l'Agence européenne de défense et les Agences techniques de l'OTAN, notamment l'Agence de consultation, commandement et contrôle de l'OTAN (NC3A);

9. A oeuvrer au rééquilibrage de la coopération transatlantique dans le domaine des équipements et des technologies de défense en soutenant les efforts des entreprises européennes pour être plu-

scompétitives sur le marché européen et plus présentes sur le marché américain;

10. A coordonner leurs vues à ce sujet pour aboutir à une position commune qui pourrait servir de base de discussion pour une coopération industrielle et technologique transatlantique mieux équilibrée et plus respectueuse des intérêts européens;

11. A tenir l'Assemblée informée, lors de la communication du rapport annuel du Conseil, sur les développements européens en matière d'équipements de défense au sein des Etats membres de l'UE et de l'OTAN, conformément à l'esprit de l'article IX du Traité de Bruxelles modifié et à la pratique établie.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 769 ¹

il mercato europeo dei materiali della difesa: l'articolo 296 del Trattato che istituisce la Comunità europea e il Libro Verde della Commissione europea
— risposta alla relazione annuale del Consiglio ²

ASSEMBLEA,

(i) Affermando il ruolo centrale degli Stati nella determinazione del fabbisogno di materiale delle rispettive forze armate;

(ii) Considerando che la crescita dei costi in materia di programmi di ricerca, tecnologia e sviluppo della difesa limita la capacità degli Stati di coprire la quasi totalità del fabbisogno delle forze armate relativo ai materiali della difesa;

(iii) Ritenendo pertanto che la cooperazione intergovernativa europea, ristretta o allargata, in materia di programmi di materiali, tecnologie e capacità di difesa sia attualmente la migliore soluzione per far fronte a questa situazione;

(iv) Riconoscendo che numerosi ostacoli di ordine politico ed economico, nonché delle differenze nelle priorità e capacità tecnologiche limitano la portata e l'efficacia dei programmi condotti in cooperazione;

(v) Ritenendo che il miglioramento delle capacità militari che gli Stati europei, membri dell'UE e della NATO, mettono al servizio dell'Alleanza e della PESD, passi attraverso l'elaborazione di una politica europea degli armamenti e la definizione

in comune ed armonizzazione delle priorità e delle esigenze in materia di Ricerca, Tecnologia e Sviluppo (RT&D) e di materiali della difesa per i prossimi anni;

(vi) Riconoscendo il ruolo centrale dei grandi Stati europei, produttori ed acquirenti di materiali della difesa, membri fondatori dell'Organizzazione congiunta di cooperazione in materia di armamenti (OCCAR) e firmatari della Lettera d'intenti/Accordo quadro sulla ristrutturazione dell'industria europea degli armamenti;

(vii) Ritenendo che tali Stati rappresentino il nucleo duro delle capacità economiche, industriali e tecnologiche di difesa dell'Europa;

(viii) Constatando che nel loro complesso questi Stati sono favorevoli al mantenimento, così com'è attualmente, dell'eccezione di sicurezza prevista all'articolo 296 del Trattato CE;

(ix) Ritenendo che l'elenco del 15 aprile 1958 che identifica i materiali e tecnologie

¹ Adottata dall'Assemblea il 6 dicembre 2005 nel corso della sua ottava seduta.

² Memorandum esplicativo: vedere la relazione presentata a nome della Commissione tecnologica e aerospaziale da Franco Danieli, Relatore (Italia, Gruppo liberale), Documento 1917.

sottoposti all'eccezione di sicurezza dell'articolo 296 del Trattato CE debba essere aggiornato e combinato con l'elenco di materiale militare dell'Unione europea definito nell'ambito del Codice di condotta dell'Unione europea in materia di esportazione di armamenti;

(x) Riconoscendo le limitazioni recate dalla giurisprudenza della Corte di giustizia delle Comunità europee all'applicazione dell'articolo 296 del Trattato CE;

(xi) Riconoscendo la competenza ed il ruolo importante della Commissione europea in materia di appalti pubblici, la quale contribuisce a imprimere dinamismo e a rafforzare la base industriale e tecnologica civile europea;

(xii) Ritenendo che la sua esperienza in questo campo sia utile per la ristrutturazione e lo sviluppo del settore industriale della difesa negli Stati membri dell'Unione europea;

(xiii) Ritenendo che il Libro Verde degli appalti pubblici della difesa, integrato dai contributi nazionali ed altri nell'ambito della procedura di consultazione attivata dalla Commissione europea, fornisca elementi di riflessione molto importanti diretti al chiarimento delle norme e procedure giuridiche applicabili in questo settore dell'azione statale;

(xiv) Considerando tuttavia che il ruolo della Commissione europea in questo settore deve essere conforme al principio di sussidiarietà ed essere incentrato sull'assistenza tecnica e la funzione di consulenza, mentre le decisioni strategiche rimangono sotto la responsabilità degli Stati membri dell'Unione;

(xv) Considerando che è l'Agenzia europea di difesa che deve avere il ruolo trainante e costituire il forum di discussione intergovernativo sul futuro delle industrie della difesa e della RT&D di difesa e sullo sviluppo della base industriale e tecnologica di difesa europea (BITDE);

(xvi) Ritenendo che il Codice di condotta intergovernativo in materia di appalti pubblici della difesa, in preparazione nell'ambito dell'Agenzia, sia un contributo fondamentale per il futuro della BITDE ma sia solo un primo passo verso un mercato più integrato, meglio regolamentato ed eventualmente sottoposto al *follow-up* e all'arbitrato dell'EDA;

(xvii) Ritenendo che in materia di tecnologie a duplice impiego e di sicurezza sia necessario mettere in sinergia gli Stati membri, l'Agenzia e la Commissione, facendo attenzione ad evitare i conflitti di competenza e le duplicazioni di attività;

(xviii) Riconoscendo che tutti gli Stati europei membri dell'UE e della NATO debbono partecipare a programmi in cooperazione proporzionati alle loro capacità finanziarie, industriali e tecnologiche, e che devono essere rispettati anche gli interessi degli Stati piccoli e medi;

(xix) Riconoscendo l'importanza di prendere in considerazione gli interessi e le proposte delle industrie del settore nel processo di elaborazione di una politica europea dei materiali della difesa;

(xx) Ritenendo che a tal fine le industrie dovrebbero essere strettamente associate ai lavori delle Direzioni dell'Agenzia e che, secondo modalità da definire (*status*, diritto d'intervento o di voto), dovrebbe essere loro concessa una rappresentanza nell'ambito del Comitato direttivo dell'Agenzia;

(xxi) Riconoscendo che le piccole e medie imprese di materiali e tecnologie della difesa forniscono un contributo essenziale allo sviluppo delle capacità militari nazionali ed europee, alla ricerca e all'occupazione;

(xxii) Considerando che lo sviluppo ed il rafforzamento della BIDTE implicano in un primo tempo l'affermazione del principio della ricerca di soluzioni europee, nazionali o definite in cooperazione, fin-

tantoché possibile senza pregiudicare la cooperazione con Stati terzi alleati o partners;

(xxiii) Ritenendo che l'affermazione di una preferenza europea non sia sinonimo di protezionismo, ma che si tratti di una misura necessaria per il riequilibrio della cooperazione internazionale industriale e tecnologica della difesa, in particolare nei confronti degli Stati Uniti,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO D'INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UEO IN QUANTO MEMBRI DELL'UE A:

1. Prendere in considerazione la possibilità di aggiornare l'elenco del 15 aprile 1958 che identifica i materiali e tecnologie soggette ad eccezione di sicurezza dell'articolo 296 del Trattato CE combinandolo con l'elenco di materiale militare dell'UE definito nel Codice di condotta dell'UE in materia di esportazione di armamenti;

2. Adottare ed attuare quanto prima il Codice di condotta intergovernativo dei contratti pubblici della difesa, definito nell'ambito dell'Agenzia europea di difesa;

3. Vigilare, nella sua applicazione, affinché siano presi in considerazione e rispettati gli interessi dei piccoli e medi Stati dell'Unione, nonché quelli delle piccole e medie imprese del settore della difesa;

4. Affidare all'Agenzia europea di difesa il ruolo di *follow-up* ed il controllo dell'applicazione e del rispetto delle norme definite nel Codice;

5. Elaborare regole e meccanismi intesi a ridurre l'esigenza del ricorso a compensazioni per i contratti di armamenti ed a sostituirle progressivamente con una giusta ricaduta globalizzata, secondo la prassi invalsa in ambito OCCAR;

6. Agevolare l'accesso delle imprese della difesa agli aiuti finanziari e all'assistenza tecnica e in materia di consulenza proposti dalla Commissione per il settore civile, in particolare nell'ambito di ristrutturazioni industriali e di programmi di RT&D civil-militari, secondo norme che rispettino le competenze degli Stati e della Commissione nonché le esigenze di sicurezza e di riservatezza in questo settore;

7. Rafforzare gradualmente le capacità di lavoro e d'intervento dell'Agenzia europea di difesa concedendo ad essa mezzi finanziari, umani e tecnici all'altezza delle esigenze di capacità e di RT&D di difesa, poiché detti mezzi sono al servizio degli Stati membri e della PESD;

8. Promuovere una stretta cooperazione fra l'Agenzia europea di difesa e le Agenzie tecniche della NATO, in particolare l'Agenzia di consultazione, comando e controllo della NATO (NC3A);

9. Operare per il riequilibrio della cooperazione transatlantica nel settore dei materiali e delle tecnologie della difesa sostenendo gli sforzi delle imprese europee per essere più competitive sul mercato europeo e più presenti sul mercato americano;

10. Coordinare i loro punti di vista al riguardo per giungere ad una posizione comune che possa servire da base di discussione per una cooperazione industriale e tecnologica transatlantica meglio equilibrata e più rispettosa degli interessi europei;

11. Tenere informata l'Assemblea, attraverso la relazione annuale del Consiglio, sugli sviluppi europei in tema di materiali della difesa nell'ambito degli Stati membri dell'UE e della NATO, in aderenza allo spirito dell'articolo IX del Trattato di Bruxelles modificato ed alla prassi invalsa.